



Gabriel Attal lors de sa rencontre avec les sinistrés, vendredi 23 février dernier à Cram-Chaban - © Archives L'Hebdo 17

Matthieu Priez : « Je veux que les assureurs prennent des engagements »

Alors qu'une nouvelle réunion est prévue le 25 avril pour faire un point de situation, le président du collectif des sinistrés de La Laigne attend des avancées significatives.

LA LAIGNE

Vendredi 5 avril, une réunion était organisée à la préfecture de la Charente-Maritime, à La Rochelle, afin de faire un point complet sur la prise en charge des sinistrés du séisme du 16 juin 2023. Élus locaux, parlementaires, associations et services de l'État étaient autour de la table pour échanger et évoquer ensemble l'avancement des différents dossiers. Seuls les assureurs manquaient à l'appel, ou presque : « Ils ont jugé opportun de ne pas se présenter et de faire ça en visio. J'étais un petit peu déçu dans la mesure où tout le monde a pris du temps pour faire un point de situation », souligne Matthieu Priez, le président du collec-

tif des sinistrés de La Laigne, qui avait pris une journée de congé à cette occasion. Ce dernier n'a d'ailleurs pas hésité à partager son coup de gueule sur les réseaux sociaux. Dans un vidéo teintée d'ironie et d'amertume, enregistrée à la sortie de la réunion, Matthieu Priez est revenu sur cet épisode. Une colère froide qui a été visionnée plus de 5 000 vues en quelques heures.

L'occasion pour lui de revenir sur la teneur des propos du principal organisme de représentation professionnelle des entreprises d'assurance en France, notamment en ce qui concerne les dossiers « difficiles » de sinistrés qui sont remontés via la plateforme téléphonique mise en place par la préfecture. « France Assureurs estime que le bilan est plutôt positif car il considère

que seulement cinquante dossiers sont problématiques », explique Matthieu Priez. Mais selon lui, les comptes sont loin d'être bons. Le président du collectif rappelle que 148 habitations sont concernées par un arrêté de péril. Et d'ajouter : « Ce qui m'exaspère, c'est que c'est la préfecture et les associations qui endossent le rôle de gestionnaire de dossiers à la place des assureurs. »

« Tout ce qui peut être fait hors assurance est fait »

La convocation des assureurs à Matignon, promesse formulée par le Premier ministre lors de son déplacement dans le département le 23 février dernier, n'a semble-t-il pas fait bouger les lignes. « On s'attendait à ce que France Assureurs prenne des dispositions assez importantes pour assurer le logement des sinistrés jusqu'à ce qu'ils réintègrent leurs maisons, mais ce n'est pas du tout le cas. » Une situation qui demeure inextricable et qui n'est pas sans conséquence : « Les gens sont complètement perdus et désorientés. Ils sont impactés sur le plan psychologique et financier, et ça a aussi un impact sur leur vie de famille. C'est très compliqué à gérer. »

« On nous dit que le traitement des dossiers est long dans la mesure où on n'est pas les seuls sinistrés. Mais chacun paye pour sa propre assurance, pas pour les autres », vitupère le président du collectif, dont la maison de La Grève-

sur-Mignon a été lourdement impactée. Pour autant, pas question d'être « anti-assureurs » pour celui qui se veut « pro-sinistrés ».

Ce dernier relève d'ailleurs quelques points positifs. Notamment en ce qui concerne les annonces faites par Gabriel Attal en mairie de Cram-Chaban. Par exemple, la gratuité des mobile-homes sur les terrains mis à disposition par la Communauté de communes Aunis Atlantique a été effective dès le lendemain de la visite du Premier ministre. « L'État se montre en tout point exemplaire, estime Matthieu Priez. L'engagement est important. » Et de résumer : « Tout ce qui peut être fait hors assurance est fait. »

Autre motif de satisfaction, Groupama - qui gère une majorité de dossiers relatifs au séisme - a annoncé la prise en charge du relogement jusqu'à ce que les sinistrés regagnent leurs logements. « J'espère que les autres vont suivre. Si Groupama fait l'effort, les autres peuvent le faire », estime Matthieu Priez. La compagnie d'assurance va également dépêcher sur place des experts et des gestionnaires de dossiers qui vont aller vers les sinistrés pour « prendre la mesure des problématiques. »

« Il semblerait que Gan et l'assurance du Crédit Mutuel en fassent de même », confie le président du collectif. Autant dire que la réunion du 25 avril prochain en préfecture est particulièrement attendue. Et Matthieu Priez ne demande pas la lune : « Je veux que les assureurs prennent des engagements ! » Amaury Legrand



Matthieu Priez, président du collectif des sinistrés, le constate : « Les gens sont complètement perdus et désorientés » - © Archives L'Hebdo 17